

CHAMBRE DES LORDS.

DISCOURS DE LORD BROUGHAM,

Touchant les Résolutions de Lord John Russell.
Mai, 1837.

LORD BROUGHAM (qui, dit le Times, n'était entendu qu'avec difficulté de la galerie) semble dire que c'était avec peine qu'il se voyait obligé de s'adresser à leurs Seigneuries sur ce sujet, surtout parce que, vu le petit nombre d'assistants, on pourrait se croire autorisé à penser qu'il n'y aurait point d'opposition contre la passation de ces mesures. Il est bien persuadé qu'il est inutile d'attendre que rien de ce qu'il pourrait suggérer ait l'effet d'arrêter pour quelque temps seulement la ligne de conduite que chacun ici paraît déterminé à suivre. Il regrette sincèrement que ces résolutions aient émané de la source d'où elles viennent et il balance même en ce moment à détailler ses objections devant la chambre, ou à les inscrire sur les journaux.

Il est disposé à approuver en quelque sorte les louanges accordées par son noble ami, le secrétaire des colonies, à la commission, ses travaux et ses résultats; mais son noble ami paraît croire que ces travaux et ces résultats sont plus précieux en proportion de la contrariété d'opinion qui règne parmi les commissaires.

Ils semblent, de manière ou d'autre, s'accorder en recommandant à peu près la même mesure, quoique leurs raisons, enveloppées d'un superflu de dissertations, non-seulement diffèrent entr'elles mais sont encore incompatibles; de sorte que si quelqu'un diffère d'opinion sur la conclusion à laquelle ils en sont venus, il n'a qu'à tremper sa plume dans une partie du rapport, pour obtenir les raisons les plus satisfaisantes en faveur de son argument; le même moyen pourrait être adopté par une personne qui voudrait appuyer les mesures recommandées par les Commissaires. On admet qu'une Législature Coloniale devrait jouir des mêmes privilèges constitutionnels que celle d'un état indépendant; néanmoins il existe entr'elles cette différence: qu'une colonie ne possède pas le contrôle que la Mère Patrie a sur les trésors du peuple. La Législature du Canada ne doit donc pas avoir le même contrôle que les communes anglaises sur les taxes du pays; mais pour cette raison, on leur accorde le même pouvoir d'arrêter les subsides, dont sont douées les communes d'Angleterre; cependant quand on essaie de mettre ce pouvoir à effet, il est annulé par le Parlement Impérial. Cela fait la plus grande différence possible entre les partis de ce côté et de l'autre de l'Océan.

Il pense donc qu'il est injuste de rendre le contrôle accordé à une colonie par sa constitution, impuissant contre l'autorité de la Couronne. Son noble ami a parlé de la grande inconsistance de la Chambre d'Assemblée elle-même, quant aux opinions qu'elle a exprimées au sujet de ses résolutions quelquefois en faveur d'un changement de la constitution et, à d'autres époques, en opposition à un tel changement. Qu'aurait-on dit si la Législature Britannique avait refusé au peuple de ce pays, profondément et universellement intéressé à de certains changements dans la constitution, sous ce prétexte, la représentation du peuple en Parlement, et ces autres altérations que quelques hommes appellent des changements organiques, que d'autres assurent être restaurateurs et qu'une troisième classe appelle des améliorations? Mais qu'on leur donne les noms qu'on leur croit convenables, ces changements, progrès, ou améliorations, qui bouleverseraient l'aspect des institutions de ce pays, furent effectués durant les cinq ou six dernières années avec l'entier assentiment de la masse du peuple de l'Angleterre, de l'Ecosse et de l'Irlande, et cette masse sollicitait ces changements que les deux nobles Lords qui l'avaient précédé voulaient effectuer dans les années 1831 et 1832. Alors on dit que parce que la Chambre d'Assemblée a changé son opinion, on ne devrait pas accorder les changements que demande actuellement le peuple Canadien. Mais, si chaque changement d'opinion devait être le point de comparaison, il y a eu d'aussi grandes différences d'opinion dans la Chambre des Communes d'Angleterre en 1831 et 1832, la première session du Parlement réformé, comparé avec la première session du Parlement non réformé, en 1829 et 1830, qu'il y en a eu dans la Chambre d'Assemblée du Canada touchant un changement dans la constitution du Conseil Législatif de cette Colonie.

Cependant on a fait ce changement, cette réforme; mais quant à l'état actuel de l'opinion en Canada, il pense clairement que le résultat de la dernière division de cette assemblée est une preuve formelle que les opinions du peuple du Canada sont fortement et universellement en faveur d'un certain changement, tel que ses pétitions le demandent, et que contient la résolution adoptée par la Chambre d'Assemblée. Il est vrai qu'il y a deux castes ou nuances d'opinion parmi le peuple Canadien; il est vrai que la partie anglaise demande ces changements avec moins d'anxiété que ne le fait la portion française de la population; il est vrai aussi que parmi les Anglais il en est qui montrent une très-grande répugnance envers les altérations demandées; et un corps important, celui des marchands s'est lié à conserver les choses telles qu'elles sont et demeure par conséquent contraire aux changements proposés de la constitution. Quoiqu'il en soit, la grande majorité numé-

raire, la majorité accablante des propriétaires de cette communauté est fortement en faveur de la réforme demandée par ses pétitions. Cela est manifesté par les décisions répétées de la Chambre d'Assemblée à ce sujet, emportées à des majorités de six, sept et huit, contre un. La Chambre d'Assemblée a été dissoute, de nouvelles élections s'ensuivirent et ces majorités, au lieu de diminuer, n'ont fait que s'accroître. Par la prévision du Statut 31 George III, le suffrage du Canada était presque universel, et ces majorités croissantes de la Chambre d'Assemblée en faveur des réformes désirées montrèrent que les opinions du peuple avaient le même penchant.

On a dit aussi qu'il existait une différence d'opinion sur ce sujet entre les portions anglaise et française des colons, mais sera-t-il dit que, parce qu'il y a différence d'opinion, différence de langage et de religion, la Législature de la Mère-Patrie tournerait une oreille sourde aux appels à la justice qui émanent de la majorité du peuple? Pourrait-on se servir de cet argument envers l'Irlande? On dit qu'il n'est pas de pays plus libre que le Canada, qu'il y a sécurité personnelle et pour les propriétés; on y jouit de la liberté de personne, des bienfaits de la constitution anglaise et du procès par jurés, cela est vrai; mais il n'est pas question de liberté personnelle, mais d'une réclamation pour des droits politiques par lesquels cette liberté personnelle, et tous les autres bienfaits auxquels il a déjà fait allusion, pourraient être assurés d'une manière permanente. Quelle réponse eût-ce été pour le peuple de ce pays, quand il cherchait une réforme dans son système représentatif, si on lui eût dit qu'il était le peuple le plus heureux de la terre, le plus riche, le plus prospère et le plus tranquille, — que sans l'aide de la réforme il pouvait arrêter les troubles agraires, les incendies des blés? Bien moins encore satisferait-on le peuple Canadien, en lui disant qu'il jouit de la liberté personnelle et de tous les avantages de la constitution anglaise. Les vus, les besoins et les désirs d'un peuple devraient être pris en considération. Il (Lord Brougham) ne veut pas aller jusqu'à dire que l'on devrait laisser un peuple se gouverner lui-même; loin de là; mais il y a des personnes qui ont été aussi loin et qui ont cité à l'appui de cette position, l'opinion exagérée d'une très-haute autorité, qu'il a généralement respectée: M. Fox.

Il (Lord B.) est surpris d'apprendre qu'on ait employé ailleurs un langage semblable, dans la discussion d'une question différente, et il a eu recours par conséquent aux sources ordinaires d'information: le rapport d'un discours qui ne laisse aucun doute qu'on ne se soit servi d'un tel langage. Voici l'extrait: Un noble Lord a dit: "qu'il concéderait en conséquence — et que s'il n'avait pas assez concédé, il concéderait davantage encore. Il ne connaît aucune autre méthode de gouverner l'espèce humaine que celle de la conciliation; il ne connaît point de meilleur moyen que de laisser à un peuple faire sa propre volonté." — C'est aller certainement fort loin et il (Lord B.) n'est point prêt à dire qu'il s'avancerait autant que le noble Lord qui employa un pareil langage. On l'avait cependant employé et posé comme une règle de conduite pour le gouvernement, et il doit différer totalement de l'idée de restreindre cette règle à un pays et de ne point l'appliquer à tous les autres qui pourraient être sujets aux mêmes pouvoirs, à moins qu'on ne puisse démontrer qu'il existe des circonstances chez l'un, justifiant, sous le rapport de la justice et de la convenance équivalentes à une nécessité d'état, la restriction du maximum de la règle à un pays, à l'exclusion des autres. La proximité d'une nation de la Mère-Patrie, ne devrait point limiter la règle; aussi ne doit-on point non plus l'appliquer à un pays plus grand, plutôt qu'à un autre d'une moindre étendue; il dit qu'on doit considérer un petit pays comme devant avoir plus de titres encore à la protection.

(A continuer.)

CORRESPONDANCE.

M. L'ÉDITEUR,

L'écrit mensonger signé H. S. Huot qui a paru dans le Canadien du 19 courant, est une fabrication digne de l'auteur en question.

La conduite publique qu'a tenue M. Huot depuis quelque temps est trop vile et rampante pour que le *démenti formel*, qu'il prétend me donner, soit de quelque poids dans l'esprit du Public. Un tel homme peut déguiser la vérité, et nier même effrontément ses avancés, quand son intérêt se trouve compromis, et surtout quand il craint de perdre les faveurs d'un *Potentat*. Pouvons-nous attendre autre chose de l'*adulateur* de Milord, et de la conduite inconsciente d'un homme vendu à l'administration, et qui s'efforce de maintenir cette administration dont il reconnaît lui-même le vice?

M. Huot ne se hasarderait point à exprimer ses vrais sentimens devant moi, et encore moins ceux qu'il ne ressent pas. M. Huot est cependant forcé d'avouer qu'il s'y est hasardé cette fois-là. Cet aveu était-il l'effet de l'irréflexion ou de quelque mécontentement survenu entre lui et son maître? c'est ce que j'ignore. Toujours le fait existe, et l'aveu est sorti de sa bouche, comme il est constaté par mon *affidavit*. Si M. Huot a une mémoire ingrate, ou si sa bouche exprime des sentimens que son cœur ne ressent pas, ou plutôt si son esprit ne com-

prend pas les avancés que fait sa bouche; il n'en est pas moins de son honneur de ne pas nier ses propres paroles.

Pour le convaincre de la véracité de mes allégués, je lui offre l'*affidavit* suivant:

JE, SOUSSIGNÉ, après serment dûment prêté sur les Saints Evangiles, dis et déclare qu'étant allé, dans le courant du mois d'Avril dernier, au bureau de M. Huot avocat de cette ville, régler un compte, et que la conversation étant tombée sur les résolutions de lord Russell et sur le gouverneur actuel, M. Huot me dit: "Il ne nous reste plus qu'à prendre les armes." "Le gouverneur est un homme incapable de gouverner." Je ne dis rien de plus.

JOS, LAURIN.

Affirmé devant moi, à
Québec, ce 20 juin 1837.
R. SYMES, J. P.

La phrase, "il ne nous reste plus qu'à prendre les armes," a été supprimée dans la Minerve, je ne sais pour quelle raison.

Cet *affidavit* va sans doute convaincre M. Huot, de la vérité de mes avancés, s'il n'en est pas déjà convaincu. Quoique son honneur se trouve entaché, sa délicatesse de conscience est sans doute encore assez grande pour l'empêcher de jurer qu'il n'a pas fait de tels avancés. Si cependant M. Huot a la témérité de donner un tel *affidavit*; j'exige de lui un serment positif. Je ne me contenterai pas d'un *affidavit* évasif, conçu en ces termes: — "Je dis et déclare que je n'ai pas connaissance d'avoir fait de tels avancés devant M. Laurin"; mais, "je jure positivement n'avoir jamais fait de tels avancés." C'est ce que je le mets au défi de jurer.

On pourrait peut-être me taxer d'indiscrétion d'avoir publié ce qui s'est passé dans une conversation privée. — Je reconnais moi-même ma culpabilité, si l'intérêt public n'était pas compromis. J'ai cru devoir mettre au jour ces paroles de M. Huot, afin que le gouverneur connaît le caractère des courtisans qui l'entourent et le cajolent et que, se voyant trahi par ses propres courtisans, il pût tenir une conduite plus avantageuse au peuple.

JOS, LAURIN.

Québec, 20 juin 1837.

A GEORGE VANFELSON, ECUYER,
Ex-Représentant pour la Basse-Ville de Québec.

Monsieur,

Comme un de vos ci-devant constituants à qui vous reprochez de ne pas avoir repoussé l'imputation d'avoir été opposé aux assemblées publiques à l'effet de connaître l'opinion du peuple touchant les mesures récemment adoptées en Angleterre au sujet du Canada" imputation que vous regardez comme fautive et portée contre vous à une réunion publique qui a eu lieu Dimanche le 28 mai dernier dans la Garde Robe de la chambre d'assemblée; je me crois appelé à dire quelque chose en réponse non-seulement à cette accusation; mais aussi à cette partie de votre adresse où vous cherchez à disculper votre conduite dans la question des subsides en 1836.

Pour un homme dont la conduite publique est entachée de tant de récidives il faut vraiment avoir un front d'airain pour oser chercher à tromper encore d'honnêtes électeurs que l'espérance a rendus défiants et que les discussions politiques, ainsi que la lecture des journaux ont éclairés.

Quel est donc en effet celui qui eût osé prendre votre défense, vous dont la conduite antérieure est loin d'être immaculée, vous l'avez vous-même plus d'une fois avoué et dont la présente excite si justement les soupçons? Votre obstination à demeurer l'ami et le support d'une administration perverse est cent fois plus tyrannique que celle d'Aylmer contre laquelle vous avez avec tant d'acharnement, travaillé à exciter l'indignation publique; l'association de réforme, dont vous êtes le premier père reste là, après avoir fait prélever une somme d'environ £50 sur les citoyens, pour la mettre en opération et sans leur en avoir jamais rendu compte; votre apathie aujourd'hui à demander l'opinion du peuple sur les mesures de lord Russell est maintenant à la velle de priver notre digne chambre d'assemblée de son juste contrôle sur les deniers auxquels elle seule a le droit de toucher; toutes ces raisons, Mr. ne sont-elles pas plus que suffisantes pour vous prouver qu'aucun de vos constituants ne pouvait en honneur prendre votre défense sans comme vous, dévier des beaux principes consacrés dans les 92 résolutions. Quant à moi, monsieur, il me semble que cela est bien suffisant. Venons en maintenant à la question des subsides. "L'on m'a aussi reproché dites-vous dans cette même assemblée, d'avoir trahi les intérêts de mon pays en proposant le vote des subsides en février 1836." Si alors, comme on doit le supposer à présent, vous connaissiez les intentions sinistres des chefs de l'administration actuelle, oui je le dis, vous êtes un traître, un Judas: car élu, expressément pour supporter les principes des 92 résolutions, vous ne deviez pas sans forfaiture à l'honneur comme homme public et sans trahir votre mandat, prêter votre appui et votre influence à une administration que vous saviez ne pas devoir exécuter les belles promesses de réforme qu'elle ne prodigue que dans le but de tromper et si vous aviez été tellement trompé, alors le rapport de la commission aurait

dà vous ouvrir les yeux, vous faire lire en grosses lettres: *Gosford est un trompeur*; et vous ramener au berceau patriote; mais non! non! vous êtes un de ces nouveaux amis gagnés par l'administration dont parle Gippe, *Qui n'oseraient pas aller en chambre pour opposer la demande d'un conseil législatif électif, parce qu'ils sont liés par des actes trop publics et trop solennels; mais que l'on pourrait facilement retenir chez eux quand une telle discussion viendrait sur le tapis en chambre.*

Quant à l'expédient dont vous faites usage en terminant votre adresse, il a été trop usé par le *Statu Quo* pour attirer l'attention du peuple; je ne crois pas que ce petit moyen fasse fortune.

UN ELECTEUR DE LA BASSE-VILLE.

LE LIBERAL.

QUEBEC, SAMEDI 24 JUIN, 1837.

(De la Minerve de Lundi.)

L'Express de New-York nous arrive au moment où nous allons mettre sous presse.

La venue de l'Indépendance impatiemment attendue, nous met en possession des primeurs de Liverpool jusqu'au 24 mai.

Les nouvelles commerciales sont d'un caractère sombre, les cotons ont subi une baisse sensible, plusieurs autres failites ont eu lieu, la banque d'Angleterre refuse des secours ultérieurs au commerce américain et le marché monétaire n'a rien de satisfaisant.

L'insertion du discours important du Baron Brougham nous oblige de remettre à Mercredi prochain la continuation de la REVUE des Rapports de la Commission Royale, commencée dans le LIBERAL de Mercredi dernier. Nous invitons nos lecteurs à la même considération de ce discours dont le langage, est celui de la prophétie, et les sentiments, ceux de la liberté et des regrets.

LE MOUVEMENT.—Le Comté de Yamaska s'est assemblée Dimanche dernier conformément à la convocation. Il paraît que le shériff des Trois-Rivières, porteur de proclamation de lord Gosford avait devancé la foule des personnes qui s'y rendirent, mais ce fut en vain; la voix majestueuse de la liberté surgit bientôt en dépit de ce mandat despotique, ce mandat congu en termes que les journaux de l'administration caractérisent comme "paternels" mais qui ne sont autre chose que le masque d'une domination malveillante et oppressive.

Parmi les résolutions qui furent passées nous choisissons la suivante comme mettant dans la bouche du ministre britannique ce langage d'absolutisme et de *sic volo* que justifient les actes du Parlement Anglais.

Résolu.—Premièrement, Que l'exercice de ce droit incontestable a néanmoins été mal reçu par les ministres de SaMajesté Britannique qui nous disent en substance par leur résolution du 6 mars dernier:—Nous avouons que quelques uns de vos griefs sont bien fondés; néanmoins le conseil exécutif ne sera point responsable, ni le conseil législatif, électif, ni le trafic des terres publiques prohibé, ni notre intervention dans votre législation intérieure arrêtée; mais, au contraire, ils resteront pour le présent comme il sont et nous vous privons de plus du contrôle de vos revenus; nous prenons votre argent sans votre assentiment et déjà nous nous sommes emparés de 140,000 louis sterling, pour les distribuer à ceux qui perpétuent et qui veulent aggraver les abus parmi vous, parce que avez arrêté la marche de notre gouvernement en refusant les subsides avant qu'il nous ait plu de remédier à vos griefs; et, étant les plus forts, nous voulons que le gouvernement suive sa froide marche avec tous ses abus jusqu'à ce qu'il nous plaise de les arrêter, si jamais nous jugeons à propos de le faire.

L'Editeur en Chef du Populaire aurait-il la bonté de nous informer où il a puisé ses connaissances légales, lorsqu'il parle de la proclamation récente et symptomatique de tyrannie, comme moi?

L'ami du Peuple, pour tout accueil au Libéral dit qu'il trouve notre rédaction mince. Nous sommes charmés de la différence qui existe entre notre rédaction et sa matière qu'il trouve sans doute épaisse.

Nous réservons pour le prochain numéro, nos remarques sur la lettre de M. Le Blanc de Marconnay, en réponse à celle que nous lui adressâmes le 13e courant. Nos lecteurs, nous espérons, ne s'effraieront pas de la réplique que l'on médite sur une correspondance presque entièrement d'un genre personnel;— nous nous flattons de pouvoir éviter ce désagrément, et nous promettons de nous borner à ne toucher qu'à des points qui doivent être plus ou moins d'un intérêt public.—La correction de l'erreur, la substitution du vrai au faux, sont des choses qui ne sauraient être très-indifférentes à la société, et nous croyons qu'il est de notre devoir d'y prêter notre attention.

LE POPULAIRE.—M. LEBLANC DE MARCONNAY veut opiniâtement que le Libéral doive sa naissance au district de Montréal: Eh bien, s'il nous répète "pour la millième fois" que L'hon. Debarthz n'a rien de commun avec le rédacteur du Populaire, nous lui dirons pour la dernière fois, que le Libéral n'a rien de commun avec le comité central de Montréal, si ce n'est l'unité d'une détermination bien prononcée, de proclamer la résistance morale du Pays, aux voies arbitraires de la métropole, et d'ouvrir les yeux du peuple sur l'inconsistance flagrante de certains personnages dont l'élévation du caractère et les lumières reconnues, donnaient lieu d'attendre d'eux toute autre chose qu'une guerre ouverte, acharnée et virulente contre la cause qu'ils avaient éminemment promue et dont ils étaient jadis les partisans les plus violents et les plus intrépides.

La taille minime de notre journal paraît avoir fait scintiller l'esprit vif et enjoué de l'Editeur en chef du POPULAIRE; nous avouons que ses dimensions sont fort disproportionnées à la grandeur de la cause à laquelle il est consacré, et nous pourrions ajouter, déjà, à sa circulation.—Mais nous n'avons pas l'avantage d'être sous l'égide protectrice de l'opulent baron de WORLINGHAM; nous marchons dans notre petit format sans autre appui que celui de nos compatriotes qui tiennent avec tenacité aux intérêts, aux libertés et à l'honneur de leur Pays; et c'est là tout ce que nous exigeons.

Nous remercions le Populaire de l'échange qu'il condescend à faire. Il nous trouvera toujours porté à une parfaite réciprocité de toutes les politesses qu'exigent les bienséances et le savoir-vivre dans la société.

LE CANADIEN.—Les mots *pâle, pâlier, pâleur* sont si familièrement usités par le Mre. Etienne, qu'ils trahissent la frayeur qui domine son ame et déconcerte sa raison.—Tout, à ses yeux, paraît empreint du livide; ce qui le prouve indubitablement en proie à une attaque d'hypocondrie, qui affecte l'action naturelle des sens et qui fait voir tous les objets dans un faux jour. L'Editeur du Canadien pourrait avoir une jaunisse à moins—et il ne serait pas le seul de sa coterie qui, depuis peu, aurait contracté une maladie bilieuse; car cette maladie est devenue une espèce d'épidémie parmi "les nouveaux amis de l'administration" depuis l'époque mémorable de ces événements:

"RESIGNATION DE M. VANFELSON.
"REFUS D'ENTENDRE M. DUBORD.
"PROSCRIPTION DU CANADIEN"

En voilà bien assez pour expliquer à nos lecteurs les gentillesses du Canadien sur le compte du Libéral. Tant qu'aux prétendues inexactitudes dans le résumé que nous donnâmes, Mercredi de l'Assemblée chez M. Guérard, elles ne reposent que sur *lipse dixit* de M. Parent à l'encontre duquel nous avons notre informant, que nous sommes d'autant plus portés à croire, que tous les principaux faits sont admis; et, qu'il se trouve bien des incongruités dans les explications du dit sieur Parent, le Papa et le vice-président de l'assemblée. Les assemblées subreptices et clandestines, d'ailleurs, sont toujours en but à quelque mésintelligence sur leur caractère et leurs procédés.

"Nos Institutions, notre Laugue et nos Lois" épigraphe tant admirée par le Canadien, fera prochainement le sujet de quelques remarques.

Nous annonçons aujourd'hui avec une peine bien sincère, le décès de Samuel Neilson Ecuyer dont les talents littéraires comme rédacteur de la Gazette de Québec, sont si généralement connus dans la Province. Nous sympathisons avec ses parents et amis dans la perte qu'ils viennent de subir.

ELECTION.

A une assemblée nombreuse des Electeurs Réformistes de la Basse-Ville, tenue hier au soir, le 23 du courant, au faubourg St. Roch, après due convocation, aux fins d'assurer l'Election de M. CONNOLLY, Jean Tourangeau, Ecuyer, fut unanimement appelé au Fauteuil, et M. Joseph Deguise prié d'agir comme secrétaire. Le sujet de la convocation étant terminé, on lut à l'assemblée un paragraphe du Canadien publié le même jour commençant par "Nos prévisions" et finissant par "Conseil Législatif." Et sur motion de M. Joseph Alée secondée par M. Aug. Vocelle, il fut unanimement résolu:—

Que cette assemblée repousse avec mépris et indignation, comme mensongères et calomnieuses, les assertions contenues dans le paragraphe qui vient de nous être lu et particulièrement cette phrase toute dégoûtante de dépit et de mauvaise foi "on ne veut pas de M. Vanfelson, parce que c'est un modéré, et on voterait en masse pour M. Munn, riche constructeur de Vaisseaux, &c. &c." Et que cette assemblée se fait un devoir de déclarer solennellement que nous avons choisi pour Candidat M. CONNOLLY, parce qu'il est un Radical bien connu, et que nous ne pourrions pas supporter à la prochaine élection M. MUNN, homme estimable et respectable, sans doute, mais dont les sentiments politiques ne paraissent pas être en harmonie avec les nôtres.

Après quoi l'assemblée vota des remerciements à Mr. le Président et à Mr. le Secrétaire, et s'ajourna au lendemain soir le 24 au même lieu.

Signé } J. TOURANGEAU, Président.
 } J. DEGUISE, Secrétaire.

DECES.

A New-York, le 17me. juin courant étant la veille arrivé d'outre mer, Samuel Neilson ecuyer rédacteur de la Gazette de Québec.

FORTE PIANO A VENDRE.

UN forté-piano à patente, carré, supérieur, de la meilleure fabrique d'Amaine, poli français, garanti par le professeur Henry Hertz.

G. D. BALZARETTI.

21 juin 1837.

MARCHANDISES BRITANNIQUES MANUFACTUREES A VENDRE.

LES marchandises suivantes viennent d'arriver par l'Abion de Londres,
2 Boucauts } Vin blanc de choix
16 quartauts }
100 douz. bière double de Barclay et Cie, en caisses de 4 doz. chacune.
50 douz. marinades assorties de Frost, en caisses de 1 et 2 douz. chacune.
Moutarde supérieure de Durham, en barils de 6 lbs. chacune.
Un assortiment de parfums de R. Hendrie, savon blanc et brun, de Windsor savon des Isles, savons parfumés à barbe et autres.
Bottes, Bottines et souliers d'hommes et de femmes, bretelles, jarretières et straps de pantalons de Cabouchou. etc.
Une quantité de lignes à grande eau, lignes dormantes, lignes flottantes, lignes à main, assorties fils de magasin, et divers autres espèces de fils et de ficelle.
Poudre fine à tirer, Plomb à tirer à patente, Quincaillerie, Mèches dites Lucifer, Coutellerie.
Capuchons à percussion de Londres de Davis.
Ornements bronzés, dorés et autres.
Clochettes de table, Lampes de sûreté à main, Pistolets de poche, Fusils de chasse.
Fiches et Cloux, Pelles, fer à souder et souduré, Vrilles, &c., Meilleure Mine de Plomb du Mexique.
S'adresser chez.

G. D. BALZARETTI.
Rue du Palais Haute-Ville.
ou à T. S. SAUNDERS,
Propriétaire

Au bureau de M. Newton Quai de McCallum.
Québec, 21 juin 1837.

VENTE PAR ENCAN.

ON vendra à l'encan Lundi prochain le 26 courant aux salles d'encan du Soussigné. Sans réserve, ayant reçu ordre de clore la consignation.

Un assortiment général de marchandises sèches, gros de napes, soie, satin, rubans français, bottines et souliers de prunelle pour dames, frisettes françaises.

—DE PLUS—

3 Caisse Bobinettes de gout, unies et façonnées, filets mousselines, colerettes, châles et mouchoirs.
1 Caisse de cartes à jouer,

ET

Un assortiment de quincaillerie, joyaux, cuillères d'argent d'Allemagne, pincettes à sucre, etc. etc.

Vente à une heure précise.

G. D. BALZARETTI.

24 juin, 1837.

TELESCOPES & BAROMETRES.

A VENDRE deux des meilleurs Télescopes de 30 pouces avec trépied de cuivre, dans une caisse d'acajou. Quatre Baromètres élégants avec thermomètres, hygromètres et niveau, dans des cadres, poli français, portatif.

G. D. BALZARETTI.

21 juin 1837.

MARBRE D'ITALIE DESSUS DE TABLES DE DEVANT DE CHEMINÉES.

PAR ENCAN sera vendu Lundi le 26 courant aux Salles d'Encan du soussigné, sans réserve.

Cinq caisses de dessus de tables, ronds en marbre d'Italie, Deux do devants de cheminées. do do

Vente à une heure.

G. D. BALZARETTI.

24 juin 1837.

AUX ELECTEURS LIBRES ET INDEPENDANTS DE LA BASSE-VILLE DE QUEBEC.

MESSIEURS,

Ayant été nommé par les électeurs de la Basse-Ville de Québec en leur assemblée de Dimanche dernier, au MARCHE ST PAUL, comme Candidat pour vos suffrages à la prochaine élection, et ayant signifié à l'assemblée mon acceptation de votre choix, et je crois qu'il est maintenant convenable de vous donner une courte esquisse de quelques uns des principes par lesquels je serai guidé dans ma conduite au cas où je deviendrais votre représentant.

Premièrement:—Comme je pense que le Conseil Législatif ne peut jamais être constitué comme il sied à un corps utile de législation, j'emploierai mes humbles efforts pour opérer son abolition.

Secondement:—Je ne concéderai jamais à aucun pouvoir, au-delà des limites de cette Province, le pouvoir de contrôler et de s'approprier les deniers publics, les produits de notre propre industrie; car je maintiens que l'un des principes les plus sages pour le bon gouvernement de tout pays, est que le peuple gouverne ses propres affaires, le seul moyen de ramener la confiance envers l'administration de notre gouvernement et l'harmonie parmi les diverses classes du peuple de cette Province si long-tems négligé.

Enfin on me trouvera toujours tel que je suis maintenant l'adversaire déterminé de tout MONOPOLE, soit que le Monstre se présente sous le masque trompeur d'une Compagnie des Terres spéculatrice, qui empest cette Province, au détriment de la classe agricole qui est réellement le nerf de la société et que la Législature devrait tout particulièrement élever, encourager et protéger.

J'ai l'honneur d'être

Messieurs

Votre dévoué Serviteur

MICHAEL CONNOLLY.

Québec 20 Juin, 1837.

AVIS.

JOHN TEED, Marchand Tailleur, No. 11 rue Champlain en adressant ses humbles remerciements à ses amis et au public pour le généreux encouragement qu'il a reçu depuis son entrée dans les affaires. Prend la liberté de leur annoncer qu'il a reçu son assortiment de marchandises d'été de toute espèce en son genre de commerce et qu'il les offre au public aux conditions les plus modérées pour argent comptant ou à un crédit approuvé.

Tous ordres sont remplis avec promptitude et élégance.
Québec, 17 juin, 1837.

HOTEL DE LORETTE.

LE Soussigné a l'honneur d'annoncer au public qu'il vient de prendre l'HOTEL DE LORETTE, occupé ci-devant par M. RICHARD DEVERRY. La situation agréable de cette maison, près des châteaux pittoresques du village de Lorette, la quantité de voyageurs qui s'y rendent journellement durant la belle saison pour visiter les habitations des anciens Sauvages Hurons, et la beauté des points de vue environnants en font une des promenades les plus recherchées des environs de Québec; aussi le Soussigné se flatte-t-il que les soins qu'il apportera dans la bonne tenue de son HOTEL, y attireront les promeneurs et répondront à l'encouragement qu'il espère qu'on lui accordera. Il a aussi remises et écuries pour les équipages et les chevaux.

PROSPER DUBUC.

Lorette, 21 Juin, 1837.

Les personnes qui désireraient y donner quelques parties pourront laisser leurs ordres chez M. Richard Deverry confiseur, rue Couillard à Québec, et elles trouveront tout préparé pour leur réception.

CIRCULAIRES, CARTES DE VISITES, AFFICHES PAMPHLETS etc, seront exécutés promptement et à bas prix à cette imprimerie.

CONDITIONS DE CE JOURNAL.

Le LIBERAL se publie en anglais et en français, deux fois par semaine: le MERCREDI et le SAMEDI matin; le prix de l'abonnement est de trois piastres et dix centimes par année pour les deux langues, ou deux piastres pour chaque feuille séparée, frais de poste non-inclus, payables par semestre, d'avance.

Les Lettres, Correspondances, &c., doivent être adressées, franchises de port, au Bureau de ce Journal, No. 32, Rue St. Paul.

PRIX DES AVERTISSEMENTS.

Six lignes et au-dessous, première insertion, 2s. 6d. et 7d de chaque suivante. Dix lignes et au-dessous, première insertion, 3s. 4d. et 10d. chaque suivante. Les avis de mariage non accompagnés d'ordres écrits seront insérés deux fois par semaine jusqu'à ce qu'ils soient contremandés, et débités en conséquence.

Imprimé pour les PROPRIETAIRES par FRS. LEMAITRE, Rue St. Paul, No. 32.

THE LIBERAL.

A POLITICAL, LITERARY AND COMMERCIAL JOURNAL.

SALUS POPULI, SUPREMA LEX ESTO.

VOL. I.

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 24, 1837.

NO. 3.

POETRY.

KINDRED SPIRITS.

O! 'tis a curse—the spirit's death,
When beauty laughs o'er all the earth—
Bursts in the bud—blossoms in the flower—
Smiles in the sun, or spans the shower—
Gleams in the wave—flits in the grove—
Shines in the stars and seems to move
Upon the mellow moonbeam's light,
Stirring the heart to soft delight,
To look abroad through earth and air,
And find—no soul those joys to share!
To feel deep thoughts within us glow,
But no fond ear to breathe them to!
While we would fain some being find
Of blended soul, of kindred mind.

Not here—not here such bliss is given—
If so this earth would be a heaven.
Congenial spirits never meet
Below—'twere bliss, by far, too sweet!
That is a joy reserved above—
A secret link of heavenly love:
'Tis what we seek, but ne'er obtain;
And failing—turn to seek again.
Some shadow may delude the view—
A fond, faint semblance of the true;
In which we read some answering tone
That in our previous spirit woke—
Like chain electric round us thrown—
But all too soon the charm is broke!
And find it, like the meteor ray,
All bright awhile then fled away!

Earth yields at best imperfect joy—
Its choicest sweets in tasting cloy;
Its brightest forms will soon decay—
Its glories last but for a day—
Its roses ever bear a thorn;
An evening still succeeds its morn;
Its seasons change; clouds veil its sky,
And man comes forth to droop and die.

CORRESPONDENCE.

To the Editor of the Liberal.

SIR,

Permit me, through the columns of your paper, to contradict in toto the account given in the Mercury of Thursday last, by an eye witness, of the affray which took place on Sunday last. An eye witness must have a singular obliquity of vision, or he willingly distorts facts, when he states that the unfortunate sailor "was not kicked nor jumped upon." I witnessed the brutal assault, and consider the sailor's escape with life from the fangs of the ruthless soldiers on that occasion, to be a miracle. As to the medical examination, I know nothing about that; but, from my own personal knowledge of an eye witness' incorrect statements in relation to other particulars about this affair decline giving credence to his assertion "that he, the sailor, had not the slightest mark of a blow either on his head or body, but was insensible and vomiting, from the effects of the spirituous liquors he had been drinking." Would not the certificates of the medical gentlemen who attended on that occasion be better evidence than any statement coming from an eye witness? The account given of the affray in the LIBERAL, is strictly and substantially correct; and, far from grossly misrepresenting facts or casting atrocious and false imputations upon the character of an English soldier, contains the truth, and is an echo of my own sentiments upon the subject.

23d June, 1837.

ANOTHER EYE WITNESS.

There can be but one opinion here with respect to Lord John Russell's resolutions. They are unconstitutional, and the most dangerous attack upon our rights and liberties that were ever attempted by any minister. In condemning those resolutions as unconstitutional, there ought to be but one voice amongst all shades of political belief here. For whether it be inexpedient to make every office in the country elective, from the Governor downwards, it still remains an indubitable position that the monies levied in the Province ought to be solely under the controul of the Representatives of the people. This is so true, that to deny it, would involve the greatest absurdities; and yet so much does party feeling warp the minds of some individuals in the Province, that the violation of our constitutional rights are merged in the feeling of pleasure attendant upon the gratification of that diabolic spirit which rejoices at another's defeat, even though accompanied with personal loss or inconvenience. What security have we for good government now, if it be competent to the British Parliament to distribute and pay over, without the sanction of the Colonial Legislature, the public monies of the Province? None, absolutely none. If the British Parliament can, with impunity, whenever it pleases, direct and order the expenditure of a single shilling of the Provincial funds, against the wishes of the people here, through their representatives declared then must it be confessed that we have been miserably deluded when we thought we had all the privileges of a representative government, guaranteed to us by the constitutional Act of 1791. The position of ministers at home, must be repelled by all here who value constitutional rights—in which alone are to be found securities for good government. How is that to be done? Reason, argument and remonstrance have all failed, and a people have now no further reason to assign than Kings, under similar circumstances, have before made use of. *Ultima ratio regum* is a species of argument sometimes had recourse to by Kings against the people. Precedents are perhaps dangerous, but had they never been used they never could have been imitated. We do not wish to induce men to do evil because evil has been done to them. But we do wish to keep the public mind constantly directed to this gross violation of our rights, [contained in the said resolutions] with a view to ascertain whether history will have to record our submission as slaves, or our triumph as freemen.— [Communicated.]

THE LIBERAL.

QUEBEC, SATURDAY, JUNE 24, 1837.

DATES.

From London.....	May 23	From New York.....	June 17
From Liverpool.....	May 24	From Halifax.....	June 7
From Paris.....	May 20	From Toronto.....	June 16

The English papers by the Liverpool packet of the 24th May arrived at New York, were received this morning. They are not very important.

Confidence in the stocks; and the funds still keep up in England, notwithstanding occasional shocks.

The manifold contradictions into which Lord Gosford has fallen since his arrival in this county, preclude the idea that the remainder of his official life here will be less free from error than hitherto. Lord G. professes to make acceptability to the great body of the inhabitants of this Province a claim to favour and distinction; and yet, strange to say, his advisers are taken from the list of those persons who have long since lost the confidence of the people. Mr Debartzch lost his popularity when he became the servile tool of Lord Gosford, and notwithstanding this fact, Mr. Debartzch is still the confidential adviser of the administration. His influence over my Lord G. has already been proved by the appointment of Mr De St. Ours to the Shrievalty in Montreal. What further exercise of power over our executive incapables he may still possess, will soon be known to the country, by the secret junto now sitting in Council.* They are a set of men the country have repudiated with indignation. Can their deliberations, abstraction made of their wisdom, ever be entitled to public confidence and support? We think not. It is in vain to attempt to go on with such a Council; and it may perhaps be dangerous to outrage, much longer, the patience and long suffering of the loyal but independent inhabitants of this Province.

Lord Gosford has yet to learn that to preside over the tenantry on his estate, (the highest exercise of power nature ever intended him for) is far different from the complicated duties of a Governor, appointed to rule over a free people. In the one case a time-serving and judicious acquiescence in circumstances, and a happy recourse to temporary expedients may succeed; but in the other, no rule other than that dictated by a correct and uncompromising sense of principle, will ever attain the end of all good governments—the peace and prosperity of all.

The tricks of a juggler are not more contemptible than the mean and truckling expedients resorted to by Lord Gosford, to cajole the inhabitants of this country into a base compliance with all his wishes. Happily the means employed have failed, and his Lordship now stands before the country a living instance of deceit detected, and imposture exposed. Let what may come, we hope the people have learned a lesson not soon to be forgotten, and which will convince them that to work out their political regeneration they must exert, and depend upon their own energies, and upon their own strength.

* The results of the Executive's labours have been a Proclamation.

The old *Quebec Gazette* has lately become singularly sensitive, when public defalcations are brought on the tapis. In alluding to the recent case of peculation on the part of the Road Treasurer, the *O. Q. G.* with excess of charity, comes out the bold apologist of fraud. If the spirit in which the editor's remarks were conceived, arose out of pity, or were tinged with sincerity, we should be silent; but the politico-puritanism of the *O. Q. G.* can be traced to a determination to be perverse upon every subject against which the people have a right to exclaim.

Because, forsooth! the number of defalcations here have not been so numerous as in the neighboring states—(It is a pity there were not,) ergo, we may think ourselves very happy in not having been plundered to a greater extent. Excellent logic! The moral sense of some men can only be aroused by an appeal to their pockets. We question very much if the editor of the *Quebec Gazette* would evince the same degree of philosophy he now does, if placed in the situation of the Hon. Judge Rolland and Mr Patterson, the securities of Mr D'Estimauville.

As to the officers of His Majesty's Customs not having transgressed in this particular, we do not think it should be a matter of so much surprise; and yet the Editor wonders that no defalcations have taken place amongst those gentlemen. The Editor's astonishment at the display of so much honesty in these degenerate days, sets him off into an investigation into the causes of so much official integrity; and, like all speculating philosophers who are easily satisfied with their solutions, immediately arrives at a conclusion—most lame and impotent conclusion, and highly flattering to the moral dignity of man. "No defalcations," quoth the Editor, "have ever taken place in the Customs, because the officers are well and regularly paid!" Therefore, although it may according to this new light, be highly improper to rob your master, as long as he pays you regularly and sufficiently; yet, if circumstances should occur to render you displeased with your situation, in that case it is perfectly laudable to help yourself.

We are rather disposed to account for the strict discharge of duties on the part of the officers of His Majesty's Customs, to a correct sense of principle, which would not under any circumstances, induce them to betray a trust. Besides, is there no moral obligation broken by Mr D'E. in relation to his securities?

The Editor of the *Mercury* in an editorial paragraph in which he calls the attention of the public to the letter of *An Eye Witness*,

contradicting the account published in the LIBERAL, of an assaut committed by soldiers upon a sailor, in St. Lewis st. takes upon himself to decide the truth of the conflicting statements without further evidence, and has the temerity to add that the exact reverse of the story, id est the account given in the LIBERAL, appears to be the truth. How does it appear to be the truth, most sagacious Sir?

We publish the letter of *Another Eye Witness* with pleasure, because we believe it to be written without feeling and therefore more likely to be true.

ANTI-COERTION MEETING OF THE COUNTY OF YAMASKA.

The Freeholders and inhabitants of the County of Yamaska, District of Three-Rivers, met on the 18th inst, at the Indian Village, St. Francis, in conformity with public notice. Notwithstanding the appearance of the Proclamation, (Mr Ogden, Sheriff of the District acted in the capacity of placard sticker on that occasion, and was indefatigable in giving publicity to the Executive abortion,) about 800 persons were present. Capt. Joachim Charpentier, of La Baie was called to the chair; Capt. François Despins, of St. Francis was appointed Vice President, and Capt. J. Oliver Argand, of St. Michel was requested to act as Secretary.

A number of resolutions were passed, all breathing those sentiments of patriotism which presage well for the success of our cause. Their length excludes them from our columns.

Progress of the Movement. There is to be an Anti-coertion Town Meeting in Montreal of the citizens thereof. The counties of Bellechasse and L'Islet, District of Quebec, propose meeting at St. Thomas on Monday next for the purpose of protecting their rights. The Hon. Mr. Papineau, we are informed, will attend. The counties of Rimouski and Kamouraska are also preparing to meet. So are the Counties of Lachenaie and L'Assomption, in the District of Montreal, and also the populous County of Rouville.

Does Lord Gosford require further proof than is contained in the foregoing, of the patriotism of the people, and the universal contempt with which his Proclamation is treated throughout the Province?

It is always amusing to hear great men talk nonsense. The following extracts are gleaned from the debates of the day, in relation to the events which terminated in the independence of the United States of America, and are here cited as examples of Ministerial ignorance:

"What," said Lord Chatham, in the famous speech which he almost died uttering; "what is to be the compensation for the thirteen colonies? Where are we to look for it? I never will deprive the royal offspring of the House of Brunswick of their fairest inheritance. Where is the man who dares advise such a measure?"

"When I hear," said Lord George Germaine, "the topic of abandoning the colonies calmly proposed, I own my astonishment; I own that I cannot comprehend the proposal; I see in it only national ruin. I own I have not that philosophic equanimity that more than political nerve, which can contemplate without shuddering the opening of a gulf into which all that is valuable in the British empire must inevitably be merged. I must pause, I must tremble, when I stand on its edge; for it is my firm belief, that from the moment of acknowledging the independence of America, England is ruined."

Lord Shelburne, a minister not celebrated for rashly giving way to his feelings, exceeded if possible, the melancholy prophecies of Chatham and Germaine. Even when first lord of the treasury,* and with all the restrictions of official speech; he could glow on this subject, and ominously pronounce, that,— "In whatever year, in whatever hour the British parliament should lose the thirteen colonies, the sun of England's glory was forever set. He had hoped that there would be some reserve for national safety, if not for national honour; that a spark at least would be left, which might light us up in time to a new date. But if independence were once conceded, if parliament considered that measure to be advisable, he, for his part, must avow his belief; he foresaw, in his own mind, that England was undone."

"A fortunate result for England."—The most appropriate comment which can be made on this and similar passages has already been done to our hands in the well known and oft quoted fable of the "Fox and the Grapes." Otherwise, the prodigal waste of human lives and public treasure on the part of Great Britain may be compared to

Ocean into tempest toss'd,
To waft a feather, or to drown a fly!

Upon the impartial and enlightened administration of justice in every country, the peace, welfare, and prosperity of society mainly depend. The tribunals of justice ought to be looked up to; not only with confidence, but veneration. And such ought to be the anxiety felt by the government to insure to the judicature respect, that in every appointment to the bench the necessary and requisite qualifications of a judge ought to be found in the person selected to discharge the duties of that important trust. In Canada from the period of the conquest upwards, such has been the barbarous system of our judicature, and injudiciousness, not to say the criminal indifference to the interests of community with which nominations to the Bench have been made, that we are not surprised to find to day sentiments uttered against the integrity & legal understanding of our courts of law; which plainly show that no confidence is placed by the people in the administration of justice. These sentiments are not confined to a few disappointed suitors. They are participated in by the great majority of the country, and owe their origin to a deep-rooted conviction of the inadequate system of jurisprudence in force in this country, and to the shameful recklessness of the Executive, in making appointments. What is the condition of some of our courts of law? Why, pitiable enough. In the teeth of the evidence before the House of Assembly the country has yet to reiterate her demands for justice. It is not enough to establish by the testimony of numerous witnesses, the corruption, the imbecility, the intemperance, the incompetency of judges; but after all we are obliged to sue humbly at the Castle of St. Lewis for the dismissal of these public delinquents. How much further is the common-sense of the

country to be outraged with impunity? History makes us familiar with instances of heavy punishments attendant upon judicial turpitude, and also establishes how necessary it was in those times for the peace and welfare of society to do justice to the people, by punishing their partial and corrupt Judges. The exalted character of a Judge, so far from securing him, in our opinion, from the just punishment of his crimes, is the very circumstance which should induce the country now to watch scrupulously over his conduct, and see that the judgment seat is not contaminated, by the influence of unholy passions. The wise provisions of other countries might be resorted to with advantage in this, and seeing the beneficial effects which result to the community elsewhere, from a limited period of public service, it would be well to declare that all tenure to judicial office for the future, should be determinable after fifteen years. What can be more hideous than to behold men dragging their living corpses along to the Bench, with all of humanity dead within them, when age and incapacity have unfitted them to discharge competently their arduous duties? The consequence of the interminable length of time during which men sometimes occupy the Bench, is, that the old antiquated and obsolete notions of other times are perpetuated in endless succession to posterity, and whilst the lights of the age extend their influence everywhere around, still the Bench retains all its original darkness. Hence the manifest superiority of intellect today, at the Bar of Montreal and Quebec, over the Benches of both those places. Our judges, it is admitted, are not men of science, or peculiarly disposed to study. Unlike the jurists of Europe or the United States they possess no legal or literary reputation beyond the limits of the Province. Some even have nothing to boast of here. What have any of our judges ever done to advance the interests of law and jurisprudence? have they treated the subject as a science? or, as writers, have they given publicity to their ideas upon legal questions at all? We fear not. If men therefore, neither write nor study, can mere length of time alone qualify? Where are the *viginti anni lucubrations* to be found in our judicial characters necessary to enable judges to administer justice, with advantage to the community? It is easier perhaps to ask questions than to answer them, therefore we shall not pretend to decide who are qualified here, in that respect, or not; all we know is that the state of law in Canada calls aloud for a radical reform. In purging the system, however, let it not be forgotten that the organs of the law must also be subjected to severe scrutiny; for useless are all systems, if the persons appointed to carry them into execution be in any way incompetent, or at all unfit. Nominations to the Bench for political reasons, are as unworthy in the Executive, as they are invariably in the end, detrimental to the real interests of society. It is trifling with the sacred interests of justice and playing with a people's rights—things seldom done without intailing upon the offending parties the penalty they so richly deserve.

Mr Chasseur's plan of a new street from *Sauil au Matelot st* to *Rampart st*, has been pronounced by competent judges, not only feasible but judicious and easy of execution. The advantages which will result to the public from this additional means of communication with the Upper-Town, (a mean distance between Prescott Gate and Hope Gate,) must be apparent to all. A list is now deposited in the Exchange for signatures. We hope that the commercial body who cannot fail to benefit by this projected improvement, if carried into execution, will not refuse to encourage a project, at once so advantageous to the community and creditable to Mr Chasseur himself.

Persons to whom we have addressed the "LIBERAL" will please return the first No. to our agents, or to the office of this paper, if when read they do wish to subscribe, otherwise they will be considered to have subscribed and will be charged accordingly.

Mr JOSEPH LAURIN, Student at Law, is our Agent in Quebec for the LIBERAL. He resides in St. John's street, No. 26, St. John's Suburbs.

BIRTH.

On Saturday, the 17th inst. on board the Steamer St. George, the Lady of Dr. A. A. Andrews, of a daughter.

DIED.

At New York, on Saturday last the 19th June, Samuel Neilson Esquire, Editor of the Old Quebec Gazette, and son of John Neilson Esq. of Quebec.

At St. Roch, 20 inst. Mrs. widow John Robert Robinson.

SALES BY AUCTION.

Will be sold on MONDAY next, the 26 inst. at the Subscribers Sale Rooms, (without reserve,) having received orders to close consignment.

A General assortment of Dry Goods, gros de Naples, silk, satin, french ribbons, ladies prunelle botines and shoes, ladies french fronts, &c. &c. &c.

—ALSO—

3 Cases fancy, plain and fig. bobbinets, nets, quiltings, mull musulline and sarsnet, tiff shawls and handkerchiefs, edging, braces, &c. &c. &c.

1 Case playing cards

—AND—

An assortment of Hardware, Jewellery, German Silver Spoons, Sugar Tongues, watch Guards, &c. &c. &c. Sale at ONE o'Clock precisely.

G. D. BALZARETTI.

24 June.

TABLE TOPS ITALIAN MARBLE & CHIMNY FRONTS.

BY AUCTION will be sold on MONDAY next the 26 inst. at the Subscribers Sale Room, (without reserve.) Five cases round Italian Marble Table Tops, Two do do Chimny fronts.

Sale at ONE o'Clock.

G. D. BALZARETTI.

21st June.

PIANO FORTE FOR SALE.

A Superior Patent square Piano-Forte of d'Amaine & Co. best make, french polished, warranted by professor Henry Hertz.

G. D. BALZARETTI.

24 June.

TELESCOPES BAROMETERS, FOR SALE.

TWO 30 inch Telescopes best make, with brass stands in mahogany case
FOUR elegant Barometers with Thermometers, Hygrometers and Levels in french polished mahogany frames and made portable.

G. D. BALZARETTI.

24 June.

TO THE FREE AND INDEPENDENT ELECTORS OF THE LOWER-TOWN OF QUEBEC.

GENTLEMEN,

HAVING been nominated by the Electors of the Lower-Town of Quebec, at their meeting on St. Paul's Market Place, on Sunday last, as a Candidate for your suffrages at the approaching Election, and, having signified at that meeting my acceptance of the nomination, I now deem it proper to give you a brief outline of some of the leading principles by which I shall be guided in the performance of my duties, in the event of becoming your Representative.

First.—I never shall concede to any power beyond the limits of this province, the right to controul and appropriate the public moneys—the produce of our own industry; for I hold it one of the wisest principles in the good government of any country, that the people should manage their own affairs. the only sure means of restoring confidence in the administration of our government, and harmony amongst the various classes of the hitherto neglected people of this Province.

Secondly.—As I conceive that the Legislative Council can never be so constituted as to become a useful Branch of Legislation, I shall use my humble endeavours to effect its abolition.

In short, I shall always be found, as I now am, the determined opponent of MONOPOLY—whether the Monster appears under the alluring mask of a speculating Land Company, or any other of the too numerous petty Companies which infest this Province, to the great injury of the producing classes, who are in reality the bone and sinew of society; and who it should be the special care of the Legislature to foster, encourage and protect.

I have the honour to be,

Gentlemen,

Your devoted servant,

MICHAEL CONNOLLY.

SHOULD this notice come under the observation of Mr Neil Kaughan and Mary Crawley natives of Kilbarry, County of Cork, who left Ireland about 3 years ago and who were last heard of from Troy or Detroit. This is to inform them that their son Terrence died on his passage in this spring, leaving his sister Catherine, a girl of 8 years of age quite destitute. Further information may be obtained on application to John Teed Merchant Taylor, No. 11 Champlain Street, Quebec.

N. B.—The Editor of the Vindicator, Minerve, Constitution and New-York-Truth Teller will further the cause of humanity by giving the above a few insertions.

LORETTE HOUSE.

THE Undersigned has the honor to announce to the Public that he has taken the above establishment heretofore occupied by Mr. RICHARD DEVERY. The agreeable situation of the house near the picturesque falls of the village of LORETTE, the number of travellers who are in the daily habit of visiting the habitations of the Huron Indians and the beautiful surrounding views made this place one of the most frequented places of resort in the environs of Quebec. The undersigned hopes that the care & attention which he will bestow upon the visitors will induce the public to favor his establishment with their patronage. Liquors and refreshments of the best quality may be had at all times. Also Stabling for Horses and Carriages.

PROPER DUBUC.

Lorette 21 June, 1837.

Persons desirous of giving parties they are requested to leave their orders with Mr. Devery confectioner, Couillard Street Quebec, and they will find every thing prepared for their reception.

EARTHENWARE.

THE Subscriber in returning thank to his friends, for the liberal support he has received, during the last year in his line of business, begs to inform them, that he has just received per the MARGARET of Liverpool, a large assortment of fancy Earthenware, consisting of Tea & Breakfast sets, Dishes, &c. &c.

D. GILLORAN.

Champlain Street, 21st. June, 1837.

ST. JOHNS & TROY STAGE.

A NEW LINE OF STAGES has commenced running from St. Johns, L. C. to Troy, Vt. along the valleys of the Pike and Mississkoui Rivers. At Troy it joins the Boston Line which passes through Barton, Haverill, Concord, and Lowell; at Barton intersecting the Montpelier, Danville and Stanstead Lines; the former passing through Hardwick. At Haverill the Traveller can go by Stage in any direction that business or fancy may lead him.

This Line will leave St. Johns on Sunday, Wednesday and Friday mornings after breakfast, passing through the Grand Line Stanbridge, Frelighsburg, Richford, Sutton and Potton, and arrive at Troy the same evening; and will leave Troy Monday, Thursday, and Saturday mornings at 4 o'clock, and arrive at St. Johns, in summer, in time to take the afternoon Rail Road Cars to Montreal, and in winter, passengers will take the St. Johns and Montreal Stage.

The Proprietors, in addition to good Terms, and careful drivers, recommend this route to the public, as being the shortest, levellest, easiest, and most expeditious one, from Boston to Montreal, passing thro' that section of country, which will be taken for the Rail Road, contemplated to connect the two Cities.

I are 3 Dollars each way.

J. CLARK, J. BALSH,
C. ELKINS, A. SEARS,
H. BORIGHT, H. M. CHANDLER, } Proprietors
June, 1837.

TO LET.

PART of a Wharf between the Properties of Messrs. Buteau & Tremain, on the river St. Charles.—Apply to L. T. McPherson, N. P., or at the office of this paper.

Situation Wanted

BY a young Man, who is well versed in the French & English languages, would prefer a Merchants office or Auctioneer's. Salary no object.—Apply to A. B. at this office.

TWO APPRENTICES WANTED

WANTED At this office, as apprentices to the printing business, TWO LADS knowing the English and French language, and well recommended.

CIRCULARS, VISITING CARDS, BILLS, PAMPHLETS &c. done with dispatch and in the neatest manner at low prices at this office.

A Farm for Sale



IN FRAMPTON.—This Farm is one of the most desirable in the whole Township. Upon it are built a good STONE HOUSE, 40 feet by 30; a barn of 90 feet, and out-houses built as recently as 1833. The whole is well worthy the attention of any person intending to reside in Lower-Canada. Reference may be had to Messrs. Nicholson & co. St. Peter Street, Lower-Town, or to the undersigned.
R. BLAKISTON.
St. Peter Street

Quebec, 8th June, 1837.

TO LET OR FOR SALE,

A NEW DWELLING HOUSE, St. Francis street Cape, containing TEN Apartments besides Kitchen & Cellar and a well of excellent water.—Apply to the Proprietors SHARP & QUIGLY, in the adjoining house.
10th June, 1837.

ELIXIR VEGETAL BALSAMIQUE.

N. H. DOWNS'

Vegetable Balsamic Elixir,

FOR Coughs, Colds, Consumption, Catarrh, Croup, Asthma, Whooping-cough, and an other diseases of the chest and lungs.

Pamphlets containing a history of the Medicine, a sketch of the diseases for which it is recommended—certificates from unquestionable sources—ample directions, and much other important information accompany each bottle, may be had of any of the Agents gratis.

Price of two ounce phials, 3s. 9d.

Price of four ounce ditto, 6s. 3d.

Sold wholesale by the proprietor at Troy, Vt. (late of Georgia) and by CURTIS & RUSSELL, Druggists, St. Albans Vt. wholesale Agents and joint Proprietors.—Also, by special appointment, by WM. LYMAN, & Co. } Montreal.
JOHN NEWBOLD, }
R. TRUDEAU. }
MUSSON & SAVAGE, Quebec.

ROBERT BLAKISTON,

Sail-Maker,

MOST respectfully returns thanks to Merchants and Captains for the handsome share of patronage they have favoured him with, in the SAIL-MAKING, Business, for the last fifteen years. His establishment is now carried on at No. 34 St. Peter Street, and he pledges himself that any orders in the above line will be executed with dispatch and on a reasonable credit.

Quebec June, 17 1837.

BREWRY TO LET,

FOR ONE OR MORE YEARS.

A BREWRY and MALT HOUSE complete, with dependencies, the whole ready to go into operation.

And For Sale,

A LARGE STONE HOUSE, beautifully situated on the hill or coteau Ste. Genevieve, being a most eligible seat for a genteel family. The Garden is extensive and contains upwards of 400 Fruit Trees, Gardiner's House, Cistern and other dependencies. Also, TWO SMALL HOUSES adjoining the above. Apply to
R. QUIROUET.

Quebec, 17th June, 1837.

JOHN TEED,

Merchant Tailor,

No. 11, CHAMPLAIN STREET, QUEBEC,

IN returning his sincere thanks to his friends and the public, for the very liberal encouragement he has received since his commencement in business, takes the liberty of informing them that he has received his SUMMER SUPPLY, consisting of a CHOICE ASSORTMENT OF GOODS, of every description in his line, and offers them to the public on the most reasonable terms, for cash or approved credit.

All orders attended to with neatness and dispatch.
17th June, 1837.

QUEBEC HAT WAREHOUSE



AT No. 16, Fabrique Street, Upper-Town, next door to Messrs. Massue & Boisseau, and in the house on the steps near Prescott Gate, next to Messrs. Thos. Cary & Co's Printing Office.

The subscriber has constantly on hand an assortment of hats, imported per late arrivals and of his own manufacture, at the above places.

J. B. CORRIVEAU.

Quebec, 17 June, 1837.

Situation Wanted,

BY A YOUNG MAN, who has been for several years occupied by Merchants as an outside Clerk and Collector. Undoubted references can be given, on application by letter to G. C. B. at this office.

CONDITIONS OF THIS PAPER.

The LIBERAL is published in English and French, twice a week—Wednesday and Saturday in the forenoon. The subscription for both papers is 17s. 6d. per annum, or 10s. for each, separately, exclusive of postage; payable half yearly in advance.

All communications to be addressed to the office of the LIBERAL, No. 32 St. Paul Street, where the paper is published for the proprietors.

PRICE OF ADVERTISING.

Six lines and under, first insertion, 2s. 6d. and 7d. for each subsequent insertion. Ten lines and under, first insertion 3s 4d and 10d each subsequent insertion. Above ten lines, first insertion 4d per line, and 1d per line for each subsequent insertion.

Advertisements unaccompanied by directions will be inserted twice a week, in English and French, and charged accordingly.

QUEBEC:—Printed for the PROPRIETORS, by FR. LEMAITRE, St. Paul Street, No. 32.